

Nature de l'acte : 8.3

N° 2024 09 791

Mis en ligne le ..05..09..24..

STATIONNEMENT INTERDIT SUR L'EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT AU DROIT DE L'IMMEUBLE PORTANT LE N° 12 AVENUE ALEXANDRE MARQUI POUR STATIONNEMENT DE BENNE À GRAVATS ET MISE EN PLACE D'UN ÉCHAFAUDAGE AU DROIT DES IMMEUBLES PORTANT LES N° 14 ET 16 AVENUE ALEXANDRE MARQUI
DU 09 SEPTEMBRE AU 04 OCTOBRE 2024

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n° 11 du 08 décembre 2023 concernant les tarifs des services publics pour l'année 2024,,

Vu la demande de la SARL PAILHE PEINTURE FINITION sise 8 rue de l'You 65100 LOURDES, relative à la mise en place d'un échafaudage au droit des immeubles portant les n° 14 et 16 avenue Alexandre Marqui et de stationnement de véhicules de chantier sur les emplacements de stationnement au droit de l'immeuble portant le n° 12 avenue Alexandre Marqui pour des travaux de ravalement de façade du 09 septembre au 09 octobre 2024,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Du 09 septembre au 09 octobre 2024, la SARL PAILHE PEINTURE FINITION est autorisée à occuper le domaine public au droit des immeubles portant les n° 14 et 16 avenue Alexandre Marqui.

Article 2 - Stationnement

Durant la période visée à l'article 1, la SARL PAILHE PEINTURE FINITION est autorisée à stationner sur les emplacements de stationnement au droit de l'immeuble portant le n° 12 Avenue Alexandre Marqui

Article 3 - Interdiction

Durant la période visée à l'article 1 le stationnement est interdit sur les emplacements de stationnement au droit de l'immeuble portant le n° 12 Avenue Alexandre Marqui

Article 3 - Redevance

Le bénéficiaire s'acquittera des droits de voirie relatifs à l'occupation temporaire pour travaux et chantiers d'un montant de 0,50€ par mètre carré et par jour.

Article 4 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 5 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet du présent arrêté.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants.

Article 6 - Droits des tiers

Le bénéficiaire de l'arrêté devra conserver l'accès des riverains.

Article 7 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sera considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 8 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication électronique.

Article 10 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services de la Ville de Lourdes, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 03 septembre 2024

Le Maire,



Thierry LAVIT

Vice-Président du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes
Pyrénées

Notifié le

- Par courrier recommandé envoyé le
- Par remise en main propre
- Par mail envoyé le 05/09/2024

Je soussigné(e).....

Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.

